

Jeudi 9 Octobre 2008

Vu d'en haut

Jean-Paul Huchon, président du Conseil régional d'Ile-de-France

«Une collectivité politique: avant tout une immense machine à aménager le territoire»

Le président socialiste de la région Ile-de-France doit composer avec une gouvernance très lourde tout en rêvant d'une clarification des pouvoirs au bénéfice de la région. En attendant, c'est le bras de fer avec l'Etat sur le schéma directeur des trente prochaines années.

Jean-Paul Huchon est le type même du placide prêt à s'enflammer pour les causes qu'il croit justes. Et la cause du SDRIF, le Schéma directeur de l'Ile-de-France, lui paraît mériter toutes les mobilisations. Parce que ce schéma porte la marque d'un long travail de terrain et surtout parce que c'est une affaire de primat politique - la région doit plus que jamais s'affirmer dans l'entrelacs administratif de la République. Le fédéraliste Huchon ne veut pas perdre un pouce de son pouvoir! Ainsi s'engage un combat - qui devrait être d'un autre âge - entre le président du Conseil régional d'Ile-de-France et le secrétaire d'Etat chargé du Développement de la région capitale. Le premier, Jean-Paul Huchon, vient de faire voter par l'assemblée régionale le schéma d'aménagement de la région parisienne jusqu'en 2030. Le second, Christian Blanc, présente en même temps son propre schéma de développement économique de l'Ile-de-France. Et chacun peut bloquer l'autre: l'avenir du territoire francilien témoigne jusqu'à l'absurde des blocages du système faussement décentralisé de ce pays. La description qu'en fait Huchon, socialiste rocardien émancipé, au parler sans détour, montre, s'il en était besoin, qu'en ce domaine aussi la France administrative a besoin de réforme.

Je suis président de la région Ile-de-France. C'est la région capitale, la plus grande d'Europe avec 11,5 millions d'habitants, un tiers du PIB, 50% des étudiants et 45% des chercheurs, et la plupart de tous les grands sièges internationaux. C'est une région beaucoup plus rurale qu'on ne le pense: 52% du territoire est rural, presque 80% si on y ajoute les forêts. Une région extrêmement consacrée sur son coeur, mais assez dispersée dès qu'on s'éloigne d'une trentaine de kilomètres de Paris. C'est probablement le réseau de transport le plus impressionnant au monde, et dont le nombre de voyageurs transportés atteste de la force.

Les leviers d'action

Les leviers pour agir résultent des compétences attribuées à la région. Les grandes compétences sont l'aménagement du territoire, la réflexion et l'élaboration des schémas d'urbanisme et d'activité, la formation professionnelle, l'apprentissage, d'une manière générale tout ce qui touche à l'éducation à travers les lycées et les universités de plus en plus. Aujourd'hui, la Région met autant de crédits que l'Etat sur l'université et la recherche. Et désormais le principal levier, c'est la gestion directe des transports, de manière très complète: il n'y a aucune région ni aucune ville dans le monde qui dispose d'une telle centralisation de la gestion du transport public. Le président de Région, c'est certain, a plus de

pouvoir que le ministre des Transports. D'abord parce que 65% du trafic national circule dans la région Ile-de-France. Et surtout parce que l'autorité organisatrice en matière de transport - celle qui fait tourner par contrat les trains, les bus, les tramways et les navettes fluviales - est depuis 2006 la Région, qui détient 51% des voix et du budget du Stif, le Syndicat des transports d'Ile-de-France. L'Etat n'est pas présent au Stif: il n'y a même pas de contrôleur d'Etat! Il ne l'est seulement que dans le cas où la Région contracte avec l'Etat pour une grande opération dans le cadre du Plan Etat-Région. La décision dépend en fait de 29 administrateurs, dont 28 sont des élus politiques, le 29e est le président de la CCI. Au Stif, les délibérations sont prises à l'unanimité, droite gauche, et j'ajoute Paris, banlieue, grande banlieue. Les oppositions en matière de transport sont autant géographiques que politiques. Paris réclame toujours une amélioration des réseaux de bus, mais les autres disent «nous, nous n'avons même pas le train». Paris et la Région finançant 80% des transports à eux deux, il faut un accord entre les deux entités pour avancer, et pour financer la grande couronne. Tout le transport étant organisé en radiale, il faut créer des rocades de «banlieue à banlieue».

Jean-Paul Huchon dessine le maillage sur une feuille quadrillée: la tangentielle Nord ferroviaire, la

future ligne d'un RER circulaire, la rocade des tramways.

Les décisions sont prises après présentation d'un rapport par les services et le président de Région, puis il y a vote en général à l'unanimité. En ce qui concerne la gratuité pour les Rmistes, et la réduction de 75% pour toutes les personnes en situation précaire, cela représente une dépense de l'ordre de 90 millions d'euros et touche 1,15 million de personnes, soit un Francilien sur dix.

Comme je ne voulais pas imposer cette charge ni politiquement ni géographiquement à mes partenaires, et que je préférais développer l'offre de transport plutôt que de m'intéresser à la tarification, on a choisi la tarification sociale, et c'est la Région qui a pris la décision de voter la gratuité et de régler la facture. Donc ni la Ville de Paris, ni les départements ne paient. C'est le contribuable régional qui paie.

Le Grand Paris

La question dite du Grand Paris? Ce peut être une recherche d'intercommunalité de part et d'autre du périphérique, c'était l'idée de départ - qui n'était ni celle de Delanoë ni celle de Sarkozy - d'un certain nombre de «petits rigolos» qui pensaient que c'était une manière de reprendre Paris avec une majorité de droite. Le projet s'est effondré avec le résultat des municipales puisque la gauche a gagné un très grand nombre de villes dans la périphérie. L'autre acception pourrait être de créer une nouvelle collectivité regroupant Paris, les départements, la Région, pour faire un melting-pot de tout le monde. Ce qui ne peut avoir notre accord puisqu'il existe déjà une gouvernance régionale qui porte sur le quotidien des Franciliens. Déjà en oeuvre, elle est d'autant plus légitime que nous avons été élus par six millions d'électeurs.

Ma légitimité est certainement supérieure à celle de M. Christian Blanc, qui n'est qu'un proconsul nommé par Nicolas Sarkozy, pour mettre au pas la région Ile-de-France. Tout ce système reviendrait à casser les collectivités locales et à les

remplacer par un «truc» qui serait assez largement géré par l'Etat, et administré par une majorité clairement de droite. Car plus on s'éloigne de Paris, plus le vote est de droite.

Enfin, la troisième acception, c'est l'idée d'une coopération intercommunale, avec l'appui de la région et des départements, qui conduirait à retenir un certain nombre de projets communs, réalisés ensuite et mis en oeuvre soit par des structures existantes comme le Stif, l'Agence foncière, soit par des instances à créer. Les résultats obtenus en matière de logement sont tellement mauvais, proche des années 50, que cela mériterait la création d'un syndicat intercommunal, interdépartemental et régional du logement. Afin de mettre tous les moyens ensemble et de faire appliquer la fameuse loi SRU. Si le Grand Paris, ce n'est que remplacer les structures actuelles en ajoutant une structure nouvelle, je ne vois pas bien l'intérêt si ce n'est celui de casser la région.

L'organisation territoriale

Je ne rêve pas pour ma part de supprimer des structures comme le département, qui sont en place depuis la Révolution alors que les municipalités sont là depuis le Moyen Age, et que la Région n'est élue que depuis 1986. Je plaide pour une coopération et pour un accord. C'est l'objet de la proposition de loi présentée par Adrien Zeller, président de la région Alsace, en faveur de partitions amiables - contractuelles et durables - des compétences entre départements et Régions avec la notion de chef de file. Etant entendu que pour la Région la compétence absolument à conquérir dans la réalité, c'est le champ «développement économique, entreprises, emploi» qui comprend l'université, la recherche, la technologie de pointe. Aujourd'hui tous les fonds concernés sont d'Etat alors que la région a la responsabilité économique! Les aides européennes représentent à elles seules un milliard d'euros, et ces sommes ne sont dépensées que par les préfets. Ce pilotage n'est pas satisfaisant.

Le schéma directeur

Le schéma directeur d'Ile-de-France (SDRIF), c'est un schéma d'urbanisme au niveau régional, jusqu'en 2030, qui s'impose aux schémas d'aménagement locaux. A l'origine, il y a plusieurs lois sur l'aménagement du territoire. La dernière a été conclue par Edouard Balladur, sur un schéma autoritaire écrit par l'Etat. Aucune collectivité locale ne l'a jamais votée! C'est la loi Pasqua, en 1995, qui a donné à la région Ile-de-France la possibilité de créer son propre schéma de développement, ce qui revient à attribuer, à partir d'une série de principes, la destination des sols. Et donc commander à l'utilisation des sols. Le SDRIF n'est pas un document de réflexion «intellectuel», c'est un document précis, prescriptif, contraignant. Pour les mairies, cela signifie tant d'espaces verts ou tant pour une gare ou une université.

Au niveau de l'Ile-de-France du XXI^e siècle, il y a deux grandes idées. L'affirmation que la principale difficulté à vaincre est la crise du logement: il y a l'engagement de créer 60 000 logements par an, dont environ 30% de logements sociaux. La préservation des espaces verts: au fil du précédent schéma nous en avons perdu à peu près 20%, il faut regagner de la qualité d'environnement. Autre grand principe: il faut économiser le sol, par conséquent construire avec une forme de densification raisonnée et concentrer l'habitat autour des gares et des moyens de transport. Il faut également créer de grandes infrastructures de transport, dont les rocades. Enfin, ce qui sous-tend tout le schéma, l'objectif est le développement de l'attractivité économique et culturelle.

La loi demande à la Région d'élaborer ce schéma, si c'est possible en concertation avec l'Etat après examen des résultats du précédent schéma directeur (très mauvais car jamais appliqué). Ensuite il est soumis aux départements, à la Ville de Paris, aux intercommunalités, aux CCI, aux chambres d'agriculture, aux associations. La Région a tenu 400 réunions de concertation à partir de juin 2004. Une première mouture du

SDRIF a été rédigée à partir de tous ces éléments et votée le 14 février 2007 - après cinq jours et cinq nuits de débat et 1 200 amendements. Avec tel maire disant «*moi je veux un immeuble de moins à cet endroit*» ! Ensuite, c'est la phase de l'enquête publique auprès de onze millions de personnes, qui s'est achevée le 11 juin par un avis favorable et unanime de la Commission d'enquête. Le 25 septembre, c'était le vote définitif sur le SDRIF par l'assemblée des conseillers régionaux. A charge au gouvernement, selon la loi, de transmettre le document au Conseil d'Etat - et il peut refuser. Mais notre interprétation de la loi n'est pas celle-là: dès lors qu'il y a avis favorable de la Commission d'enquête et que toutes les procédures ont été respectées auprès de l'Etat, on ne voit pas ce qui retire à l'Etat une compétence que nous estimons liée. Aujourd'hui nous sommes dans une situation où l'opposition dit: «*Huchon, tu dois réfléchir encore et améliorer ta copie sur le plan du développement économique parce que tu n'es pas assez pugnace*». Il y a un débat, hallucinant, sur la croissance. Le SDRIF retient un rythme de 2% - qui est un plancher - contre 1,7% sur les vingt dernières années. Christian Blanc veut du 5%... à la soviétique. Comme nous sommes dans la ligne droite des élections régionales, en 2010, je pense que c'est un objet de polémique politique qui va dérouler ses effets au cours des mois à venir. L'idée étant de refuser le schéma parce que trop environnemental.

Le management

Le management. Pour moi, le mot «*manager*» est un bon mot, «*manager d'intérêt public*». Il s'agit de gérer 4,5 milliards d'euros, c'est-à-dire l'équivalent du budget d'un ministère comme la Culture ou la Justice. Avec seulement 1 500 fonctionnaires qui constituent une administration extrêmement performante (même si la Région vient de récupérer 10 000 TOSS), à comparer aux 47 000 fonctionnaires de la Ville de Paris. La Région n'est pas lourde! L'essentiel de sa tâche est d'être une sorte de Datar moderne avec des ambitions de développement économique. Ce qui

n'a pas son équivalent dans la gestion de l'Etat, c'est de devoir être à la fois un président de l'assemblée régionale, un homme consensuel et ouvert permettant le débat démocratique, et un président de l'exécutif de l'assemblée, qui doit imposer les projets qui sont les siens. Dans l'assemblée, il y a maintenant neuf groupes politiques, ce qui témoigne d'une dispersion considérable de l'offre politique, mais depuis 2004 je dispose d'une majorité de gauche. Les six années précédentes, j'ai travaillé avec une absence totale de majorité: 85 de gauche, 85 de droite, 36 du FN, 3 LO. Le management est politique parce qu'il faut permettre à la pluralité de la gauche de s'exprimer sans dévier des priorités du mandat. Il faut permettre à la démocratie parlementaire de s'exprimer avec des commissions, des sous-commissions, des amendements, des refus de vote, des motions préalables... Le seul pouvoir que j'ai, c'est la maîtrise de l'ordre du jour. Certes, la région est une collectivité politique, mais c'est avant tout une immense machine à aménager le territoire. Ce qui signifie un rééquilibrage à l'est et un meilleur traitement des départements maltraités.

Le budget

Ici, contrairement à l'Etat, contrairement aux mairies, lorsque le budget est voté, en équilibre, vous devez présenter somme par somme la totalité de votre budget et le faire voter par votre majorité. Le Conseil régional ne prend que les décisions de principe. Par exemple, je peux dire «*je vais financer le spectacle vivant dans telle zone*», c'est à la commission compétente de se prononcer.

Le Conseil régional prend chaque année 50 000 à 60 000 décisions financières qui doivent être votées par l'assemblée sous une forme ou une autre. Pour déposer une seule de ces décisions sur la table du Conseil, il faut avoir obtenu le feu vert de l'exécutif régional, c'est-à-dire de quinze vice-présidents - comme si toutes les décisions du Premier ministre devaient être signées de chaque ministre. La grande difficulté de cette institution est qu'il faut tout

voter, et tout discuter. Pour gouverner la Région, il faut beaucoup de travail, d'organisation et surtout une capacité à convaincre car il n'y a pas de décision qui s'impose d'autorité.

Le Parti socialiste

Dans la préparation du Congrès de Reims, je continue à entendre malgré la mondialisation, l'individualisation, le déclin des valeurs collectives et des solidarités, mes petits camarades tenir des discours de gauche, voire d'extrême gauche, complètement absurdes et débiles, alors qu'il faudrait s'attaquer à la réalité, et inventer de nouveaux types d'actions publiques pour la gestion du pays. Les socialistes continuent de penser que l'Etat doit se saisir de tous les sujets, la santé, le pouvoir d'achat, la culture, etc.

Il y a un sujet qui me passionne, comment lutter contre l'espèce de déprime générale de notre pays, qui a toujours été liée au problème du chômage. Il faut voir avec quelle brutalité sont traités les problèmes d'emploi et de chômage. Je plaide pour la sécurité sociale professionnelle, ce n'est pas un refus ni des licenciements ni des réorganisations, mais c'est une manière des les accompagner pour qu'elles ne soient pas traumatiques. Pour que l'on garde une main-d'oeuvre de qualité, qui petit à petit se régénère. On a bossé sur ce thème pour Dominique Strauss-Kahn, mais c'était des travaux de chapelle. Le PS ne s'est jamais saisi de ce problème.

Le fédéralisme

J'estime que l'Etat doit s'occuper de ses fonctions régaliennes, de ses fonctions de solidarité minimale, et que pour le reste il faut laisser les collectivités locales travailler. Elles incarnent l'intérêt général et l'intérêt public probablement mieux et de manière plus proche que l'Etat ne le ferait. C'est la principale thèse de mon bouquin, je suis un fédéraliste absolu. Je ne suis pas non plus un nationaliste, car je me sens plus européen que français. Il faut brancher directement l'Europe sur les Régions. Cela peut déjà être fait au niveau de la politique régionale,

agricole, d'aménagement du territoire. Après il faut brancher les Régions sur les inter-communalités et les communes. Si on veut garder les départements, on travaillera avec eux, mais c'est évidemment le maillon faible dans le schéma général des collectivités. Je ne vois pas bien le maillon d'Etat servir à autre chose qu'à organiser la solidarité, par exemple la péréquation. C'est tout à fait correct politiquement de dire: *«ce n'est pas normal que la région Ile-de-France offre la gratuité du métro à ses chômeurs parce qu'elle a des moyens alors que le Limousin ne le peut pas»*.

C'est vrai, mais l'Etat s'il le voulait pourrait faire la péréquation, or il ne le fait pas. L'Etat ne remplit même pas ses tâches de solidarité et de péréquation. Quant aux tâches régaliennes, n'en parlons pas! Il faut s'appeler Christian Clavier pour qu'on s'occupe de vous... Je ne suis pas régionaliste parce que je suis président de région, j'ai eu la chance c'est vrai de devenir président de la plus grande région d'Europe dans mon parcours politique, moi je suis régionaliste depuis l'âge de dix-huit ans et je me suis nourri de fédéralisme depuis toujours. A Sciences-Po, j'ai passé tous les cours sur le fédéralisme, même dans les démocraties populaires, j'ai fait des devoirs entiers sur le rôle de Staline dans la question des nationalités. Je suis un fédéraliste passionné, pas de circonstance. La gestion d'un pays doit se faire à partir des échelons les plus proches, mais pas trop proches sinon c'est le clientélisme. La région est le bon compromis.

L'école

Ma première marque intellectuelle, c'est mon père à travers son rôle d'instituteur et de serveur de la République. Il m'a forcé à travailler, il m'a aidé à travailler. J'ai eu la chance d'avoir un instituteur à domicile, c'est vrai, mais j'ai vécu à Sciences-Po et à l'ENA très difficilement. Parce que j'étais issu d'un milieu très moyen, à côté de rejetons de la très grande bourgeoisie, de la très grande aristocratie intellectuelle. Il a fallu s'y habituer. A l'ENA, j'ai créé la section CFDT des élèves avec Eugène

Descamps. C'était en 1971, à l'époque du Congrès de laïcisation de la CFDT, où on a été applaudi comme les énarques touchés par la grâce de gauche. Il faut dire que j'ai eu une éducation catholique progressiste, le milieu des prêtres ouvriers. Ce qui m'a conduit à la gauche, mais à partir de valeurs chrétiennes. Je suis un des rares hommes de gauche, peut-être même le seul, qui assume son christianisme totalement. Je me rappelle aussi avoir eu comme professeur de philosophie, un des derniers disciples d'Alain. Il nous a donné le sens de la relativité, du radicalisme au sens historique du terme, c'est-à-dire une volonté de transformation dans la modération et la jonction des valeurs de liberté et des valeurs collectives.

Michel Rocard

Après, bien sûr, c'est Michel Rocard qui a compté, avec tout ce qu'il m'a apporté et appris. J'ai eu la chance d'être passé par le PSU. On y apprenait l'autogestion, le mot est exagéré, disons le contrôle des organisations syndicales et des travailleurs sur l'entreprise. C'est au PSU qu'on a développé aussi les thèses sur l'environnement et le grand débat autour du Club de Rome. Et puis, le PSU, c'était l'ultra-démocratie. Je suis donc tout à fait apte aujourd'hui à comprendre, et parfois accompagner, les Verts dans leur fonctionnement.

J'ajoute que mon existence politique et administrative, au plus haut niveau de l'Etat, m'a conduit à revaloriser le rôle de François Mitterrand: j'ai beaucoup évolué dans mon appréciation entre Rocard et Mitterrand. Aujourd'hui, je ne serais plus «tout blanc tout noir».

L'un, Rocard, était obsédé par la résolution des problèmes à travers les idées, l'autre, Mitterrand, ne croyait à la résolution des problèmes que par les rapports de force et les hommes. Il reste que la philosophie social-démocrate, réformiste, de Rocard a fini par gagner dans le parti. En Allemagne, ou même en Italie ou en Espagne, le noeud de vipères qu'a toujours représenté le pouvoir est plus apaisé que dans notre pays. J'ai rencontré récemment le maire

socialiste de Barcelone, il est déjà post-Blair, social-libéral même! Et il va participer au congrès du parti socialiste catalan, dont il va sans doute être nommé président. En ce qui me concerne, je suis proche de Dominique Strauss-Kahn parce que c'est le seul qui a la culture économique internationale, pour à la fois comprendre et gérer les contradictions et les duretés de la mondialisation. C'est un homme qui a suffisamment de détachement par rapport à la politique pour qu'on dise de lui *«il n'est pas fou»*.

En ce moment, je me sens assez proche de Martine Aubry, elle a d'ailleurs extraordinairement évolué, elle milite pour un travail collectif pour en sortir. De mon point de vue, j'ai toujours été nuancé sur les 35 heures car pour négocier il fallait être deux, et le patronat ne voulait pas négocier. Le responsable des 35 heures, c'est plus Lionel Jospin que Martine Aubry. A Matignon, il avait pour philosophie *«du moment que la gauche plurielle est contente, j'ai réussi»*. Il reste que les 35 heures donnent à Martine Aubry une image à gauche, et comme elle est incontournable côté chrétien et européen, elle a une chance.

Passions

Ma passion la plus intime, c'est l'ensemble de la musique pop. J'aurais vraiment voulu être chanteur de rock, mais j'étais loin d'en avoir les capacités et le physique. J'aime beaucoup le football, je voulais être joueur de foot, j'avais des qualités, mais mes parents m'en ont empêché au nom des études! Pour le reste, ma passion sera plutôt les vertus de l'amitié, la gastronomie, la passion du vin, les îles britanniques, et particulièrement l'Ecosse et l'Irlande.

CHIFFRES CLES

Budget: 4,35 milliards d'euros

Recettes: dotations de l'Etat 33%, fiscalité régionale 23%, autres recettes fiscales dont TIPP 22%, emprunts 16%, recette diverses 6%.

Utilisation: transports 25,2%; enseignement secondaire 23,2%; 18,5% formation et apprentissage; charge dette et divers 8%; développement économique

recherche université 6,1%; culture sport tourisme 5,7%; environnement aménagement 5,1%; institution régionale 4,3%; logement politique de la ville 3,9%.

Groupes politiques par nombre de conseillers régionaux:65 PS; 39

UMP; 29 Verts; 25 UDF; 24 CACR (Communiste- Alternative Citoyenne-Républicain); 15 FN; 7 MRC; 6 PRG.

Transports:800 km d'autoroutes et de voies rapides; 210 km de métro; 60% des déplacements des

Franciliens sont liés à leur activité professionnelle.

Jean-michel LAMY

Tous droits réservés : Le Nouvel Economiste
8F75A5427ED0B00220F00FE3220AE1B22A543B78B50C8883FFEE3B

Diff. 30 510 ex. (source OJD 2005)